

LE 9 MAI, DIRE NON À MACRON, GAGNER SUR NOS SALAIRES

Le 9 mai, l'ensemble des organisations syndicales de fonctionnaires appellent à la grève et la mobilisation. Une unité syndicale qu'il faut saluer . La question de la réforme de la fonction publique est au cœur des revendications. Plus largement, c'est l'ensemble de la politique gouvernementale qu'il faut contester. Les annonces de Macron suite au grand débat montrent bien sa volonté de continuer sur les mêmes rails. A La Poste, que ce soit sur les conditions de travail ou les salaires, les raisons de se mobiliser ne manquent pas non plus. *Sud* PTT appelle l'ensemble des postier-e-s à s'inscrire dans cette journée.

Tout ça pour ça

Macron s'est dit "transformé" par le grand débat. A l'écoute de la séance de blabla qui nous a été imposée lors de la conférence de presse du 25 avril, on ne saisit pas bien où se situe cette "transformation". Pour lui, «*les orientations menées depuis deux ans sont bonnes*», et même: «*nous ne faisons pas les changements assez rapidement*». En clair, un net refus de prendre en compte la colère sociale qui s'exprime depuis des mois.

Une baisse de 5 milliards de l'impôt sur le revenu est annoncée, mais dans le même temps, nous sommes prévenu-e-s, des «*économies*» devront être faites. C'est-à-dire, encore plus d'attaques contre les services publics, notamment. La fin de l'injustice fiscale n'est de toute façon pas à l'ordre du jour, puisque l'ISF n'est pas rétabli, et que la TVA (l'impôt le plus inégalitaire puisqu'il touche tout le monde de la même manière quel que soit son revenu) est maintenue, y compris pour les produits de 1^{ère} nécessité.

L'annonce, qui se veut fracassante, d'une retraite minimale portée à 1000€ pour une carrière complète, relève également de l'esbroufe. Elle ne constitue qu'une augmentation de 50€ par rapport à la situation existante pour ce qui concerne les salarié-e-s. Elle apporte bien moins aux personnes, notamment aux femmes, qui n'ont pas cotisé pendant 43 ans et qui ne toucheront pas en réalité 1000€. Nous parlons bien de 43 ans, puisque l'augmentation de la durée de cotisation (41,5 ans aujourd'hui) est accélérée. Le gouvernement veut mettre en place les 43 ans d'ici 2025, c'est à dire dès avant

l'application de la nouvelle réforme. Dans ces conditions, l'annonce du maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans n'a guère de sens. Encore plus quand on nous parle, dans le cadre de la réforme en cours d'élaboration, d'un système de décote/surcote s'appliquant à partir de 64 ans!

Une journée pour l'ensemble des postier-e-s

Pour *Sud* PTT, cette journée doit aussi être l'occasion pour l'ensemble des postier-e-s, fonctionnaires comme contractuels, de faire entendre leur colère et leurs revendications, en premier lieu en ce qui concerne nos salaires. Nos dirigeants nous en demandent toujours plus, le rythme des restructurations ne faiblit pas, malgré leurs conséquences désastreuses sur l'emploi et les conditions de travail... Et le chiffre en bas de la fiche de paie reste au niveau du plancher. Nous revendiquons, entre autres, un 13^e mois et une augmentation des salaires de 400€ pour tou-te-s.

Nous ne nous le cachons pas, les difficultés financières, le manque de luttes gagnantes sont de réels freins à une mobilisation d'ensemble. Pourtant, les chiffres des manifestations du 1^{er} mai (avec la participation des gilets jaunes et des organisations syndicales), en nette hausse par rapport à l'année dernière, montrent que de réelles perspectives existent. Le gouvernement est loin d'avoir repris la main. A nous de le mettre encore plus en difficulté, et de mettre «en même temps» la pression sur les patrons de La Poste.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

Union
syndicale
Solidaires